

Flash Economie

15 septembre 2016 - 921

France : la solution n'est ni la relance de la demande, ni la baisse des coûts salariaux

La campagne pour les élections présidentielles en France va certainement faire apparaître une confrontation entre deux lignes de politique économique. Pour les uns (gauche du Parti Socialiste, gauche radicale), il faudrait soutenir la demande intérieure, revenir au keynésianisme, avec une politique d'investissements publics, de la hausse des bas salaires.

Pour les autres (candidats à la primaire de la droite), il faudrait baisser les coûts salariaux (allongement de la durée du travail, baisse de la pression fiscale des entreprises grâce à la baisse des dépenses publiques...). Mais aucune de ces deux politiques n'est en réalité adaptée à la situation de la France. Le problème essentiel de l'économie française est l'inadaptation croissante de l'appareil productif à la nature de la demande, la baisse du niveau de gamme de la production. Tant que ce problème est présent, soutenir la demande n'a aucun effet positif important sur la production domestique ; baisse les coûts salariaux est une spirale sans fin, puisque les pays qui ont le même niveau de gamme que la France ont des coûts salariaux beaucoup plus faibles. C'est donc un troisième type de politique économique qui est nécessaire.

Patrick Artus

Tel. (33 1) 01 58 55 15 00
patrick.artus@natixis.com

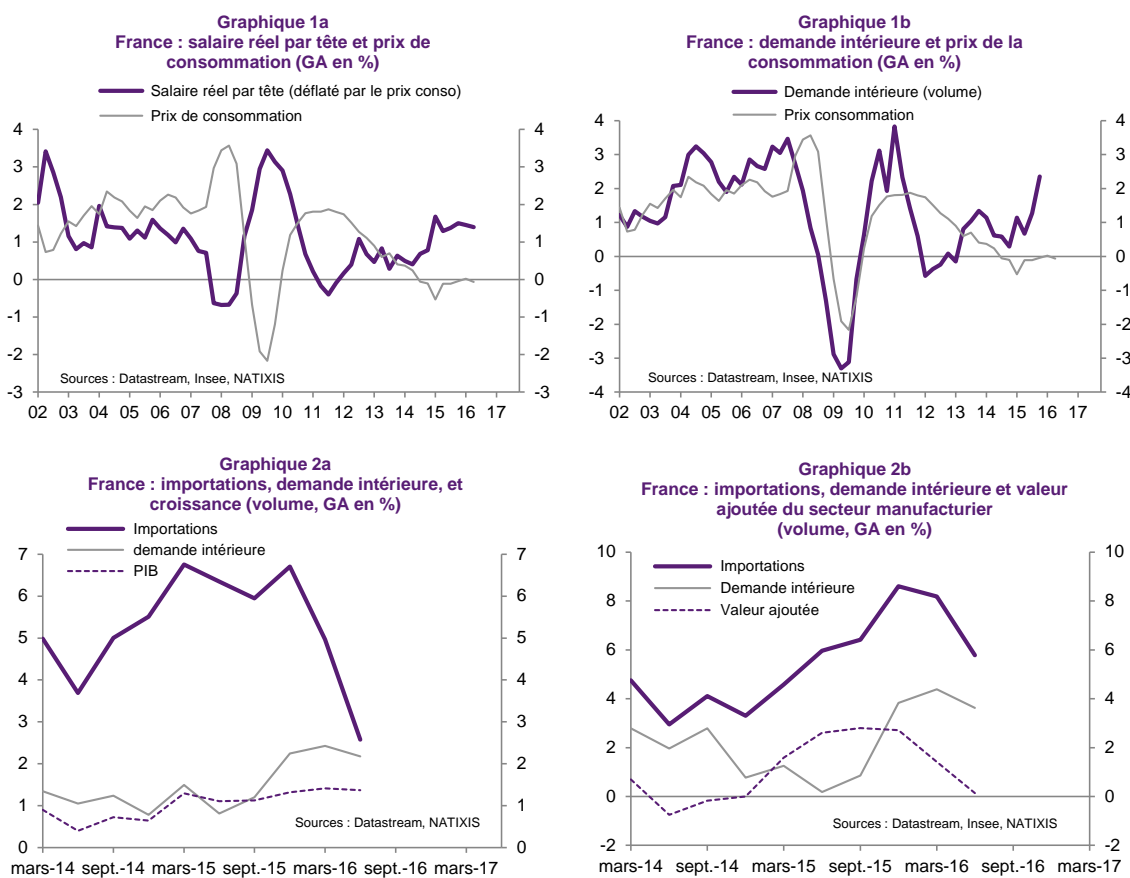
www.research.natixis.com

BANQUE DE GRANDE CLIENTELE
EPARGNE ET ASSURANCE
SERVICES FINANCIERS SPECIALISES

Le problème de la France est l'inadaptation de l'appareil productif à la demande et le faible niveau de gamme

On dispose de signes clairs montrant l'inadaptation de l'appareil productif en France à la demande et la faiblesse du niveau de gamme de la production.

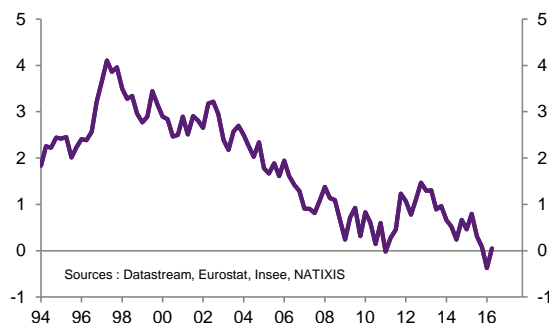
Lorsque la demande intérieure augmente, ce qu'on a observé dans la période récente grâce à la baisse du prix du pétrole qui a stimulé les salaires réels (graphiques 1a/b), il en résulte une augmentation considérable des importations (graphiques 2a/b) et une augmentation très modeste de la production domestique, que ce soit pour l'ensemble des biens et services ou pour les produits industriels.



Les importations, dans cette période récente, augmentent à peu près trois fois plus vite que la demande intérieure, ce qui est considérable. On peut aussi mesurer la sensibilité aux prix (au taux de change réel) des exportations. Si la production est positionnée en bas de gamme, la demande pour les biens et services exportables du pays dépend beaucoup de leur prix ; c'est l'inverse pour des biens et services haut de gamme, sophistiqués. On obtient pour la France une élasticité-prix des exportations en volume très élevée : 0,8 (ceci veut dire qu'une hausse de 10% des prix de vente réduit la demande pour les biens et services exportables français de 8%), contre 0,3 en Allemagne ; 0,5 en Espagne et en Italie ; 0,1 aux États-Unis, au Japon, en Suède, au Royaume-Uni.

La France ne vend ses produits que si leurs prix est bas, ce qui est la caractéristique d'une production bas de gamme, et explique la dégradation tendancielle du commerce extérieur (hors énergie, graphique 3).

Graphique 3
France : balance commerciale hors énergie des biens et services (en % du PIB valeur)

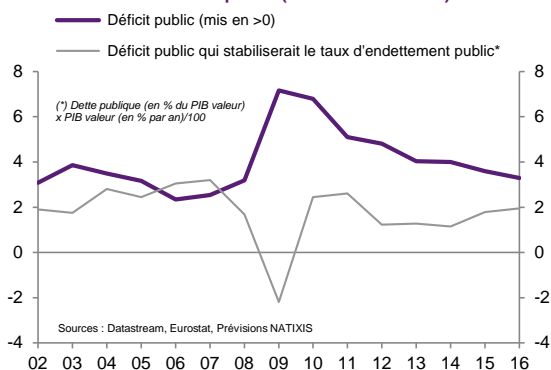


Dans cette situation, il est très inefficace de stimuler la demande intérieure

Partons donc du constat que la France a un appareil productif inadapté à la nature de la demande et un niveau de gamme faible de sa production. Dans cette situation, soutenir la demande intérieure est très inefficace. En effet, comme on l'a vu plus haut, le soutien de la demande intérieure a essentiellement pour effet d'accroître les importations, avec un effet positif faible sur la production domestique.

Pourquoi alors prendre le risque de perte de solvabilité budgétaire (graphique 4) en accroissant les déficits publics, ou le risque de destruction d'emplois peu qualifiés en augmentant les bas salaires, qui sont déjà élevés, ce qui contribue à la hausse du chômage des peu qualifiés (tableaux 1 et 2), ou le risque de dégradation de la compétitivité-coût (on a vu la forte sensibilité de la demande pour les produits français à leur prix) en augmentant tous les salaires, qui de plus ont progressé en France plus vite que la productivité (graphique 5) si le résultat est une forte hausse des importations ?

Graphique 4
France : déficit public (en % du PIB valeur)



Graphique 5
France : salaire réel et productivité par tête (100 en 1998:1)

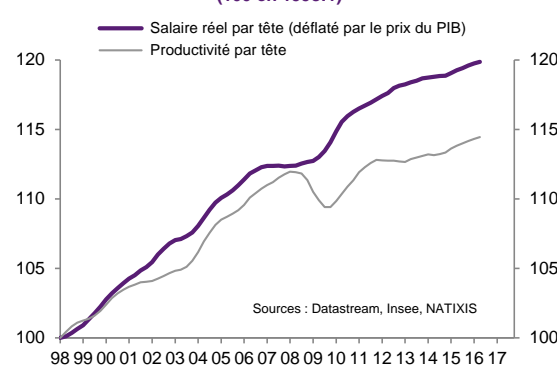


Tableau 1 : salaire minimum (en proportion du salaire median)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Etats-Unis	0,34	0,33	0,32	0,32	0,31	0,31	0,34	0,37	0,39	0,38	0,38	0,37	0,37	-
Royaume-Uni	0,43	0,42	0,43	0,45	0,45	0,47	0,46	0,46	0,46	0,47	0,47	0,47	0,48	-
Allemagne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,52
France	0,58	0,58	0,59	0,61	0,61	0,62	0,62	0,62	0,61	0,61	0,62	0,61	0,61	-
Espagne	0,42	0,41	0,42	0,43	0,44	0,44	0,42	0,42	0,41	0,41	0,41	0,41	0,41	-
Japon	0,33	0,33	0,34	0,34	0,34	0,34	0,35	0,36	0,37	0,38	0,38	0,39	0,39	-

Source : OCDE

Tableau 2 : France : taux de chômage par niveau d'éducation de la population (25 à 64 ans)

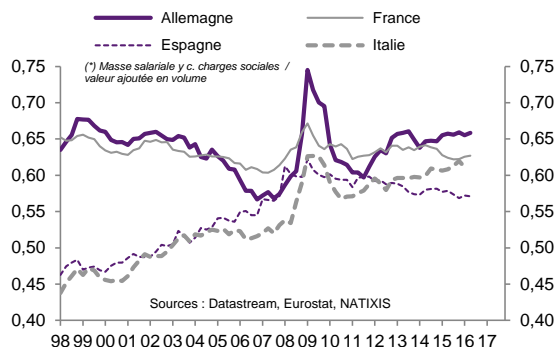
Année	Niveau inférieur au second cycle de l'enseignement secondaire	Deuxième cycle de l'enseignement secondaire	Enseignement supérieur
2002		11,3	6,5
2003		10,2	6,7
2004		10,6	6,9
2005		10,5	6,3
2006		10,4	6,2
2007		9,6	5,6
2008		9,1	5,3
2009		10,9	6,6
2010		12,1	6,8
2011		12,1	7,0
2012		12,9	7,8
2013		13,9	8,5
2014		14,8	9,0
2015		15,6	9,1

Sources : Eurostat, NATIXIS

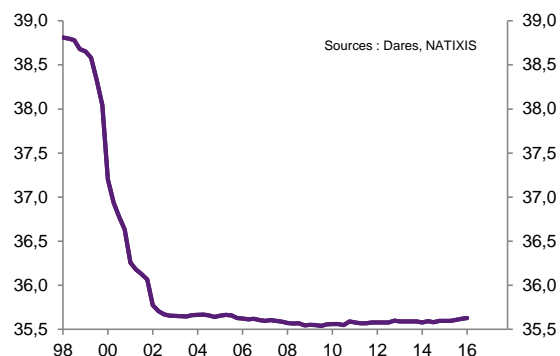
Mais baisser les coûts salariaux n'est pas non plus une bonne solution

La France a, depuis la crise, amélioré sa compétitivité-coût vis-à-vis de l'Allemagne et de l'Italie (**graphique 6**) grâce à la modération salariale et à la baisse des impôts des entreprises mise en place par le gouvernement (le CICE – Pacte de Responsabilité). **Faut-il amplifier cette politique de baisse du coût salarial**, par l'allongement (sans compensation salariale) de la durée du travail (**graphique 7**), par le blocage des salaires (**graphique 8**), par de nouvelles baisses des cotisations sociales des entreprises (**graphique 9**) financées par des baisses de dépenses publiques ?

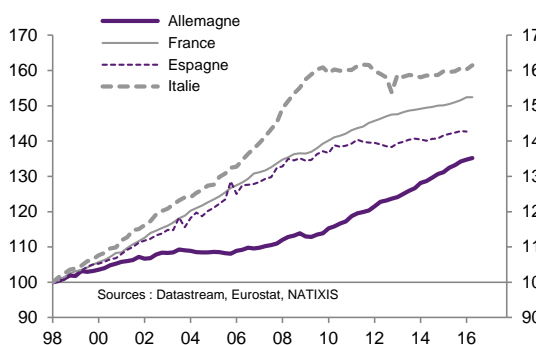
Graphique 6
Niveau de coût salarial unitaire dans le secteur manufacturier*



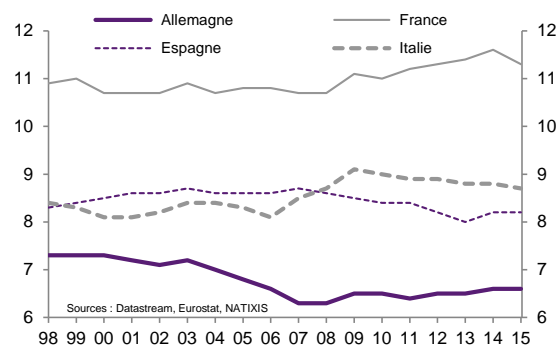
Graphique 7
France : durée hebdomadaire du travail (en heures)



Graphique 8
 Salaire nominal par tête (100 en 1998:1)

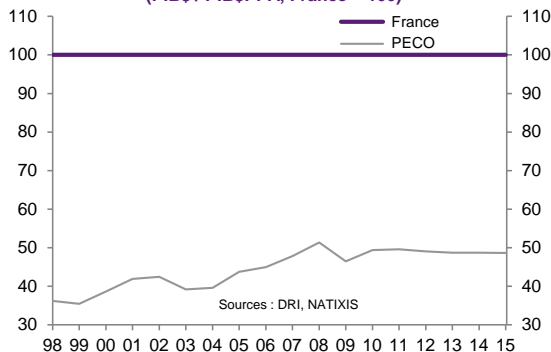


Graphique 9
Cotisations sociales des entreprises (en % du PIB valeur)



Il s'agit de politiques difficiles à faire accepter, et dont l'efficacité est douteuse. En effet, avec le bas niveau de gamme de sa production, la France est en concurrence avec des pays où le niveau des coûts salariaux est beaucoup plus bas qu'en France : Espagne dans la zone euro, pays d'Europe Centrale (graphique 6 plus haut, graphique 10). Il faudrait donc en France rentrer dans une politique de recul considérable des coûts salariaux pour qu'elle devienne efficace.

Graphique 10
Niveau du coût salarial unitaire (PIB\$ / PIB\$PPA, France = 100)



Synthèse : pour une politique de modernisation de l'appareil productif

Si la France souffre de l'inadaptation de son appareil productif à la demande, de la faiblesse de son niveau de gamme, de coûts salariaux nettement plus élevés que ceux des pays ayant le même niveau de gamme, **ni les politiques de soutien de la demande** (qui conduisent essentiellement à la hausse des importations), **ni les politiques de baisse des coûts salariaux (qui, pour être efficaces, nécessiteraient une baisse très importante des salaires ou des cotisations sociales) ne peuvent être utilisées.**

Il faudrait en France s'attaquer à la racine du mal, qui est l'insuffisante modernisation du capital des entreprises, en particulier dans l'industrie, visible par exemple à l'extrêmement faible robotisation des entreprises françaises (**tableaux 3a/b**).

Tableau 3a : Nombre de robots industriels achetés (pour 1000 emplois dans le secteur manufacturier)

Pays	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015*
Etats-Unis	0,55	0,78	0,97	1,24	1,04	1,08	1,00	0,58	1,25	1,75	1,88	1,97	2,15	2,40
Royaume-Uni	0,22	0,34	0,25	0,46	0,42	0,37	0,31	0,25	0,35	0,60	1,17	1,00	0,84	0,95
Allemagne	1,54	1,75	1,82	1,39	1,59	2,02	2,02	1,17	1,97	2,68	2,36	2,45	2,68	2,80
France	0,87	0,92	0,92	0,96	0,98	0,88	0,85	0,49	0,73	1,10	1,07	0,79	1,10	1,20
Espagne	0,85	0,71	0,99	0,94	0,85	0,83	0,83	0,56	0,82	1,39	0,96	1,39	1,16	1,32
Italie	1,19	1,12	1,24	1,20	1,12	1,26	1,05	0,67	1,08	1,23	1,08	1,19	1,58	1,69
Suède	0,68	0,54	1,23	1,40	1,30	1,53	1,61	0,95	1,12	1,65	1,68	2,05	1,85	n.d
Corée	0,94	1,11	1,31	3,15	2,65	2,25	2,92	2,04	5,84	6,24	4,73	5,09	5,71	6,46
Japon	2,01	2,63	3,15	3,82	3,27	3,10	2,83	1,11	2,02	2,63	2,74	2,43	2,82	3,17

(*) Estimation

Sources : IFR International Federation of Robotics, UNECE, NBS, NATIXIS

Tableau 3b : stock de robots industriels (pour 100 emplois dans le secteur manufacturier)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015*
États-Unis	0,37	0,42	0,47	0,60	0,71	0,83	0,96	1,14	1,30	1,35	1,41	1,52	1,64	1,78
Allemagne	0,88	0,96	1,04	1,11	1,11	1,18	1,25	1,28	1,36	1,43	1,49	1,52	1,57	1,62
France	0,70	0,77	0,86	0,94	1,02	1,07	1,12	1,16	1,23	1,24	1,22	1,18	1,20	1,22
Espagne	0,64	0,70	0,76	0,84	0,92	0,99	1,04	1,20	1,25	1,35	1,39	1,41	1,40	1,40
Italie	1,02	1,08	1,16	1,24	1,29	1,34	1,39	1,44	1,50	1,51	1,50	1,50	1,52	1,56
Suède	0,94	0,98	1,08	1,19	1,24	1,29	1,38	1,52	1,55	1,59	1,63	1,72	1,85	n.d
Corée	1,04	1,14	1,23	1,49	1,69	1,79	1,94	2,06	2,51	3,04	3,38	3,73	4,08	4,49
Japon	2,77	2,90	3,03	3,25	3,08	3,06	3,04	2,89	2,84	2,90	2,96	2,95	2,85	2,86

(*) Estimation

Sources : IFR International Federation of Robotics, NATIXIS

Mais les causes de cette insuffisante modernisation des entreprises ne sont pas totalement élucidées : il peut s'agir du conservatisme et de l'aversion au risque des entrepreneurs, des mauvaises relations entre grands groupes et sous-traitants, du choix de la délocalisation pour installer les équipements modernes, de l'insuffisance des compétences de la population active. Il ne suffit apparemment pas de canaliser des financements vers les entreprises innovantes ou de baisser la pression fiscale sur les entreprises pour déclencher le mouvement nécessaire de modernisation du capital.